

BAC

TRIMESTRIEL
Prix : 1 Euro

BULLETIN DES AGRÉGÉS ET DES CERTIFIÉS

Janv. Fév. Mars
2009

SNCA eIL Convergence

e. comme *Eff*icacité
i. comme *Ind*épendance
L. comme *Laï*cité

N°29

Bulletin des Agrégés et Certifiés de
l'Éducation Nationale

SNCA
Certifiés, Agrégés e.i.l.

Convergence

5, rue Clisson 75013 Paris
Tél. : 06 84 57 20 75
Fax : 01 53 94 07 53
@ : FR41@wanadoo.fr
Site : www.snca-nat.com

SOMMAIRE

du n° 29 du seul BAC authentique

Edito : Liquider l'École de la République avec la RGPP	P 1
La réforme du lycée	P 2
La réforme de la voie professionnelle	P 3
Le Contrôle en Cours de Formation	P 4

BAC N° 29
Janv. Fév. Mars 2009
TRIMESTRIEL
Directeur de la Publication
Françoise ROCHE

N° CPPAP : 0907S 06175
N° ISSN : en instance

**CONCEPTION &
REALISATION**
au siège
5, rue Clisson 75013 PARIS

Edito

Pour en finir avec l'École de la République : la RGPP !

La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), bien qu'officiellement lancée en 2007, vient de loin. Elle a été initiée dès les années 1980, quand **la pensée unique qu'il n'y avait pas d'alternative au capitalisme est devenue le dada de la classe politique** pas seulement en France, mais dans toute l'EUROPE, jusqu'à l'ex-URSS, et dans le monde entier. « La » Premier Ministre britannique, Margaret THACHER, en a été l'active et désastreuse championne ; mais elle avait beaucoup de suiveurs, à commencer dans notre pays.

Puisque l'intérêt privé mène le monde, il faut le laisser s'épanouir sans contrainte : il faut déréglementer, ne plus protéger les plus faibles, casser tout ce qui de près ou de loin justifie l'Etat-Providence, né de la Grande Crise de 1929 et de la seconde guerre mondiale. L'égalité est une foutaise, la liberté une illusion sauf lorsqu'elle exprime le caprice des chanceux du capitalisme, la fraternité un truc pour les bonnes œuvres.

C'est avec cette pensée unique qui fait de la mondialisation le système économique et social omniprésent sur la terre, que **la spoliation du travail reprend de plus belle**. Avant, la rémunération du travail représentait 80 % environ de la valeur des richesses produites dans le monde chaque année (le produit mondial brut) ; le reste, 20 %, rémunérait le capital. En un tiers de siècle le capital en a retenu un pourcentage de plus en plus important : aujourd'hui cela avoisine le tiers de la valeur du PMB, et la population qui vit de son travail, et qui a considérablement augmenté dans cette même période, en reçoit moins de 70 %. **A quoi a servi cette appropriation scandaleuse des fruits du travail par des PDG immoraux et des actionnaires sans conscience ? A spéculer et à ruiner la planète !**

L'équipe dirigeante française, pour sauver le capitalisme et ses profiteurs, prend des mesures destinées à faire croire qu'elle veut moraliser tout cela, mais plus sérieusement continue à **démanteler tout ce qui sert l'intérêt général : c'est à ce démantèlement que servent la RGPP et toutes les réformes (mises au rebut) qu'elle engendre**.

Tout y passe : les hôpitaux, les tribunaux, les administrations fiscales, les casernes, le « pôle emploi », les allocations familiales, les caisses de retraite, les transports, les collectivités territoriales, les institutions et, bien entendu, l'École et l'Université.

En ce qui concerne l'École, chacun voit bien que les milliers de suppressions de postes de personnels, enseignants ou non, relèvent de cette RGPP. Mais ce qui est moins sensible, parce que certaines organisations syndicales sont complices du pouvoir et d'autres complaisantes à son égard, c'est **la radicale transformation qui s'opère dans la définition des missions de l'École et dans le rôle que doivent y jouer ses agents**. La soi-disant rénovation de la voie professionnelle est le premier pas vers la liquidation définitive de l'École de la République : en appauvrissant ses contenus d'enseignement, en réduisant ses objectifs qualifiants, en globalisant les services de ses enseignants, elle met ceux-ci et leurs élèves à la disposition du patronat local. L'École n'a plus à être le lieu de l'émancipation des jeunes générations par l'apprentissage de l'usage de la raison, elle n'a plus à former des citoyens et des républicains. Non. Cela est une rêverie dont la mondialisation et ses profiteurs n'ont que faire. **Ce qu'il faut ce sont des travailleurs un peu dégrossis, pas exigeants sur les salaires, interchangeables, formés par des profs-contremaîtres qui obéissent aux injonctions des patrons auxquels ils fournissent la main d'œuvre asservie dont ils ont besoin pour continuer leur prédation.**

Voir la suite page 4

Le BAC n° 29 est publié avec retard. La rédaction présente toutes ses excuses aux adhérents et aux lecteurs et fera en sorte que le n° 30 paraisse normalement avant la fin juin 2009.

Réforme du lycée

Les mouvements sociaux qui affectent l'université, les établissements secondaires et primaires sur fond de désastre économique et de cynisme des décideurs ne sont pas liés exclusivement à l'actualité des « réformes » libérales : ils viennent de plus loin, même si leur source est bien celle de **l'idéologie dominante qui prévaut depuis 1982, le libéralisme économique c'est-à-dire le capitalisme dans sa forme la plus débridée, la mondialisation.**

Cette idéologie « marchandise » tout : l'eau, la nature, la vie aussi bien que le pétrole, les bagnoles et le logement.

Le système éducatif n'échappe pas à l'emprise de ce dogme qui prétend que tout doit faire de l'argent en en coûtant le moins possible.

C'est pourquoi, depuis sa création (1993) jusqu'en 2001, AUTREMENT POUR LA FSU n'a cessé de rappeler que l'Ecole de la République devait être défendue contre les faiseurs d'argent et leurs sbires. Ensuite EIL a repris ce message et, aujourd'hui que la direction nationale du SNETAA cherche à se débarrasser de ce qui reste d'EIL, c'est-à-dire un sigle désormais vide de sens pour lui, afin de complaire à une quelconque confédération ou union qui pourrait l'héberger contre des décharges et quelques jetons de présence, seul le **SNCA e.i.L. Convergence maintient le cap républicain pour l'Ecole dans son ensemble, pour les jeunes qu'elle doit accueillir et pour leurs familles qui savent plus ou moins obscurément que seul l'idéal républicain est progressiste, intégrateur et pacifique.**

L'autonomie des établissements supérieurs et secondaires doit être décryptée sans complexe : il s'agit d'en faire des entreprises en concurrence entre elles dans le cadre de la sainte économie de marché. Dût en périr l'égalité des droits ! La LOLF*, inventée par FABIOUS, validée par JOSPIN, expérimentée par RAFFARIN, adoptée et généralisée par VILLEPIN, appliquée par FILLON, est l'outil qui permet de cadrer cette mise sur le marché du système éducatif, en limitant au maximum la part de financement revenant au travail fourni par les personnels du service public. C'est pourquoi sont programmés tant de milliers de suppressions de postes dans l'Education Nationale. Poste ne veut pas dire emploi. Il n'y aura donc pas autant de suppressions d'emplois que de postes, même s'ils seront aussi limités au maximum. Ils seront surtout de plus en plus contractualisés ...

L'emploi contractuel, dans la perspective d'un vrai service public, doit être réservé aux secteurs pour lesquels il ne peut exister de concours de recrutement qui seuls garantissent solidement l'impartialité et l'indépendance des agents de l'Etat. La tendance lourde qui consiste à limiter ce recrutement par concours au maximum pour le pallier par des contrats de plus ou moins longue durée va donc s'amplifier et la précarisation des personnels va dominer avec tous les dangers que cela implique pour eux et pour la qualité du service public.

Bien évidemment le SNCA e.i.L. Convergence ne peut adhérer à une dérive si patente loin du champ de l'authenticité républicaine. **Il revendique pour l'Ecole, ses personnels et ses élèves un retour à la mission que la République s'est assignée en créant l'Ecole laïque : former des citoyens émancipés par l'instruction, éclairés par la raison et républicains sans faille.**

Le combat pour que l'Ecole de la République retrouve sa mission première et que les imposteurs qui l'ont dévoyée soient mis hors d'état de nuire davantage est engagé pour la liberté de tous. Le SNCA e.i.L. Convergence ne l'esquivera pas.

**Loi Organique des Lois de Finances*

Le SNCA e.i.L. Convergence rappelle qu'il a décidé de s'associer aux mobilisations pour l'Ecole et les services publics organisées tout au long de cette année scolaire, la forme de participation de chacun se faisant selon les modalités adoptées localement et nationalement par la majorité des organisations concernées.

La réforme de la voie professionnelle = La relégation sociale!

La « réforme » de la voie professionnelle, même sous le couvert pompeux de vocables à tout faire comme « modernisation » ou « rénovation », dit bien ce qu'elle veut dire : **mise au rebut d'une voie de formation scolaire, d'intégration sociale et d'éducation républicaine !**

Il s'agit évidemment de la filière éducative qui accueille les jeunes filles et les jeunes gens des familles les plus modestes ... Ce n'est pas le public scolaire des classes de Louis Le Grand ou d'Henri IV qui est concerné, cela va sans dire !

Dans une de ses publications à vocation pédagogique (!), le SNETAA, qui est l'agent n° 1 de cette mise au rebut qu'il a concoctée avec DARCOS, explique, sous forme de tableaux et avec un aplomb confondant, que les PLP, dont il se prétend le défenseur, vont tirer un bénéfice sans pareil de cette réforme : même si le mot n'est pas dit (il y a des limites verbales qu'il ne faut pas franchir tout de go ...), **il s'agit de l'annualisation de leur service !** La grande victoire de 2000 contre ALLEGRE devient, par la bêtise et la cupidité de la direction nationale du SNETAA, une victoire à la PYRRHUS*.

Une réforme contre les élèves de LP

La « réforme » qui sans loi, sans décret, mais par simples arrêtés, casse la voie professionnelle publique et ses diplômes qualifiants, organise le travail des élèves et, partant, de leur profs, sur les trois années de préparation au bac pro ! La globalisation triennale se chiffre en 84 semaines de cours, 26 semaines de stage et 2 pour passer les examens CAP et BEP sous forme d'unités de valeur sans cohérence entre elles. L'année scolaire des élèves qui compte 36 semaines, se décompose donc en 28 semaines de cours en LP et en 8 semaines de stage ou d'examen. La pratique ne donnera pas des chiffres aussi carrés !

En effet, les élèves de seconde pro n'ayant aucune expérience professionnelle puisqu'ils n'ont ni CAP, ni BEP, ne feront, au plus que 2 semaines de stage, car quelle entreprise prendrait en charge plus longtemps des jeunes sans expérience et au début seulement de l'acquisition des bases théoriques ? Ils n'auront en outre aucun examen à passer : ils auront donc en tout 30 semaines de travail scolaire au lieu de 36 ... Certes, les deux années suivantes ils auront en moyenne 13 semaines de stage (3 mois) et une d'examen, soit au total : $28 + 13 + 1 = 42$ semaines soit un dépassement de 6 semaines, un mois et demi tout de même, de l'année scolaire. Est-ce à dire que les futurs bacheliers pro ne seront plus sous statut scolaire ? **Moins d'école la première année, et plus d'entreprise les deux suivantes comme pour une formation par apprentissage : le service public se défausse subrepticement de la voie de formation professionnelle au profit du patronat.**

Par ailleurs, lorsque est fait le décryptage des grilles triennales dressées par le ministère et le SNETAA, il apparaît que les semaines de cours des élèves sont en moyenne de 31 h 30 avec 2 h de plus pour le suivi individualisé. Sauf que, la LOLF aidant, les rectorats ne donnent pas les heures en question qui ne sont d'ailleurs pas rubriquées dans les enseignements obligatoires. Que de subtilité et d'escroquerie dans cette « rénovation », « modernisation », « réforme », mise au rebut de tout un pan de l'Ecole publique !

Moins d'école, formation par apprentissage larvé, dévalorisation des diplômes (CAP et BEP principalement par contrôle continu, ou en voie de formation, bac appauvri) : l'Etat ne se préoccupe pas des plus modestes et leur coupe les moyens d'accès à l'insertion professionnelle et sociale réussie ! Et le SNETAA signe des deux mains cette relégation sociale !

Une réforme contre les PLP

Les professeurs de LP, aux dires du SNETAA, seraient les grands gagnants de la relégation sociale de leurs élèves.

Voire ...

Rappelons d'abord que les enseignants, qui n'ont pas bénéficié de la RTT, doivent un service hebdomadaire équivalent à 39 heures, et, comme tous les salariés, bénéficient d'un congé annuel de 5 semaines : les vacances scolaires de 16 semaines sont celles des élèves.

Avec les nouvelles dispositions prises par arrêtés, ils assurent 28 semaines de cours par an. Par rapport à l'année scolaire-élèves, les voilà en manque de 8 semaines ... Que sont-ils sensés faire pendant ce temps ? Les nouveaux textes ne disent rien du suivi des élèves pendant les stages mais impliquent à coup sûr les profs dans le déroulement des examens. Hypothèse : 1 semaine d'examen, 2 semaines de visite en entreprise, les 5 semaines légales de congés, le compte y est. A quoi s'ajoutent par an et par classe 56 heures (tiens, tiens, environ 3 semaines du service statutaire des profs ...) de suivi-élèves non assurées que l'établissement dans sa splendide autonomie ne manquera pas d'utiliser au mieux... **Il semble que les « réformistes » de tous poils sont à deux doigts de réaliser le rêve de DARCOS : semestrialiser l'année scolaire.** Sur deux années civiles faire trois fournées d'années scolaires semestrialisées ? Avec la globalisation triennale de l'emploi du temps des élèves et des profs c'est cela qui se profile.

.../...

Si vous n'avez pas réglé votre cotisation, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Merci.

Les PLP vont être dès la rentrée 2009, les cobayes de cette nouvelle expérimentation, toujours camouflée et subreptice, du « travailler plus » pour ...se la faire mettre, selon une expression très en vogue au SNETAA.

* *Négociée avec ALLEGRE, avant que la rue ne contraigne JOSPIN à s'en séparer (2000), puis validée par MELENCHON, la nouvelle mouture du statut des PLP leur garantissait outre l'alignement de leur service horaire sur celui des certifiés, l'exercice de ce service dans un cadre exclusivement hebdomadaire. La roue tourne grâce à l'actuelle direction du SNETAA qui trahit sans vergogne les mandats historiques du syndicat pourvu que sa complaisance permette à ses membres – LAGE and C° - de toucher, outre des exemptions de présence devant les élèves, des indemnités défiscalisées qui doublent et même triplent leur traitement de PLP ! Le bouclier fiscal est très apprécié au 74, rue de la Fédération*

Le contrôle en cours de formation (CCF) et la République

Il y a quelque temps, un internaute en mal d'auto promotion a proposé aux élèves et étudiants en panne sèche, eux, devant leur copie blanche, de leur faire faire par des personnes compétentes, et contre rétribution, la dissertation et le devoir de math qui ne les inspiraient pas. En quelques heures, les cancre se sont manifestés en nombre, mais aussi les propositions de correcteurs parmi lesquels des profs !

Dans un bel élan de probité, devant les protestations qui fusaient de toutes parts et sans doute aussi parce que son objectif d'autopromotion avait été atteint, notre internaute a renoncé à son entreprise.

Soyons sans crainte : cette ingénieuse idée a de beaux jours devant elle. Voilà qui pose crûment la question de la validité du contrôle en cours de formation (CCF), dit aussi contrôle continu, lorsqu'il est pris en compte pour l'obtention d'un diplôme, soit en partie, soit totalement.

Tous les collègues qui un jour ou l'autre ont fait partie d'un jury d'examen ont eu l'occasion de le constater : les résultats de certains candidats, dans les épreuves écrites et anonymées le temps de la correction, contrastent étrangement dans leur médiocrité voire leur sottise avec les propos flatteurs qui émaillent leurs livrets scolaires. Ces candidats, comme par hasard, viennent des mêmes établissements scolaires qui, hélas, ne sont pas tous des boîtes privées.

Avec la pratique du substitut en rédaction de devoir, les élogieuses remarques des livrets scolaires vont monter de plusieurs crans et les résultats chiffrés s'envoler vers les sommets ! Et c'est cela qu'il faudra de plus en plus valider plutôt que le contenu de la copie anonyme pour délivrer tel ou tel diplôme !

Outre l'encouragement à la course à la concurrence entre établissements qu'induisent ces fraudes à but lucratif, celles-ci ne sont praticables et rentables pour le fraudeur que si elles s'inscrivent dans la durée : même la délinquance s'exerce au profit des plus riches ! D'autres récents scandales impliquant des millions d'euros et des milliards de dollars ont fait la preuve que cette délinquance par et pour l'argent gangrène la planète en son entier.

Pour en revenir au contrôle continu (CCF) et à l'examen, rappelons que ce dernier dans le cadre du fonctionnement républicain a pour objectif de sélectionner les meilleurs tout en garantissant l'égalité des droits de chacun des candidats. On voit d'emblée la vertigineuse brèche qui sépare l'idéal républicain des pratiques que s'autorise le mercantilisme !

On voit aussi d'emblée quel est le choix du SNCA e.i.L. Convergence et pourquoi.

Suite et fin de l'Édito :

La RGPP fonctionne déjà à plein dans les LP, mais son champ d'action ne demande qu'à s'élargir à l'ensemble de ce qui n'est plus pour bien longtemps, s'il n'y est mis le holà, l'École de la République. Le SNCA e.i.L. Convergence a dénoncé le protocole d'accord* qui a conduit non seulement à la mise en place illégale du bac pro 3 ans mais aussi à la réduction de la voie pro à n'être qu'un outil mis à la disposition du patronat ; il alerte l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale sur le sort qui les attend, qui est réservé à leurs futurs élèves sur le modèle de ce qui s'installe dans les LP. Il leur faut être plus que vigilants : il faut **combattre les effets dévastateurs, antidémocratiques et antirépublicains de la Révision Générale des Politiques Publiques.**

*Françoise Roche
Secrétaire générale*

* *Signé par le SNETAA et le SGEN*

Le secrétariat national du 11 avril a décidé que le congrès national ordinaire se tiendrait à LANGRES après le 11 novembre 2009. Les commissions ouvrières du SNCA e.i.L. Convergence sont appelées dès maintenant à proposer les textes qui seront soumis aux congressistes. La direction nationale rappelle que le congrès aura à voter les statuts modifiés et adoptés à titre provisoire par le conseil syndical national de RETHEL en 2007.